

Le Mexique et son pétrole

Alain Vanneph*

Introduction

Seconde puissance pétrolière mondiale au début des années 20, précurseur des nationalisations en 1938, quatrième puissance pétrolière aujourd'hui, le Mexique moderne a peut-être été marqué aussi profondément par l'économie pétrolière que par la Révolution de 1910. Ce dont l'actualité témoigne chaque jour davantage.

Une étude exhaustive de cette tyrannie des hydrocarbures sur le Mexique dépasse naturellement le cadre d'un article. Il ne pourra donc s'agir dans ce texte que d'un effort de résumé, une recherche de l'essentiel, une approche limitée aux aspects généraux - réservant donc la problématique régionale - et privilégiant une orientation, en l'occurrence celle des rapports entre le Mexique et son pétrole, dans une dimension historique.

Car, face au problème classique de la pétrolisation, le cas du Mexique est ambigu. Le syndrome pétrolier, malgré le discours officiel, est bien présent. L'évolution historique, l'empreinte économique (75% des exportations, 35% des recettes fiscales et 20% de la dette extérieure), l'emprise croissante d'un espace pétrolier envahissant, semblent bien entraîner peu à peu le Mexique vers une pétrolisation, dont l'ampleur de la crise économique actuelle, issue de la stabilisation, puis de la baisse du prix du baril, constitue une preuve irréfutable.

En même temps, "l'effet pétrole" s'inscrit, qualitativement, dans un contexte original, lié à la valeur symbolique particulière prise par le pétrole dans l'idéologie nationale ou révolutionnaire, suivant la terminologie mexicaine.

La complexité des rétro-actions entre les deux aspects accuse fortement l'originalité de la problématique mexicaine

et justifie le choix d'une approche fondée sur l'évolution des rapports entre le Mexique et le pétrole, et plus précisément entre le Mexique et son pétrole.

I. Les enclaves pétrolières

L'histoire des rapports entre le Mexique et le pétrole est très ancienne. On peut remonter aux civilisations précolombiennes qui utilisaient déjà les suintements naturels de bitume présents dans la plaine du golfe du Mexique (*chapoteras*). Les premières utilisations commerciales datent du XIXe siècle, sous une forme rudimentaire puisqu'il s'agissait d'exploiter des gisements superficiels par des puits tout à fait analogues à des puits aquifères.

C'est le début du XXe siècle qui voit se développer la première véritable économie pétrolière. L'Anglais Pearson fonde en 1906 la compagnie "El Aguila" (intégrée par la suite dans la Shell), avec la protection de Porfirio Diaz. On voit dans le conseil d'administration siéger le premier ministre Limantour et le propre fils de Porfirio Diaz. En 1907, le Nord-Américain Doheny fonde la compagnie "Huasteca" (intégrée par la suite dans Exxon).

La caractéristique de ces compagnies étrangères est de constituer de véritables enclaves à l'intérieur du territoire mexicain, enclaves économiques, entièrement tournées vers l'extérieur, enclaves géographiques avec leur propre système urbain, leur habitat et même leur police. Cette situation apparaît d'autant plus frappante durant la guerre civile, où la protection des troupes américaines, ou des troupes du général Pelaez, permet de maintenir les zones pétrolières du golfe du Mexique presque entièrement à l'écart des troubles qui ravagent le reste du Mexique.

* ORSTOM (Mexique), membre de la RCP 633 du CNRS.

Quelle est l'importance de l'activité pétrolière à cette époque? Cette importance est d'abord économique: "El Aguila" distribue 25% de dividende chaque année; entre 1919 et 1921 Doheny gagne 10 millions de dollars par an... Mais elle est aussi stratégique: la moitié du pétrole consommé en Grande Bretagne pendant la guerre 14-18 provient du Mexique, qui occupe le second rang mondial en 1918.

Quelle est l'importance de cette activité pour le Mexique? Nulle. 99% de la production sont exportés. Il faut attendre 1918 pour que les premiers impôts soient prélevés sur l'exportation pétrolière.

Il suffira d'obliger les compagnies à un minimum de taxes, pour peu à peu les dissuader d'investir au Mexique. A partir de 1921, après un maximum de 150 millions de barils produits cette année-là, la production ne cesse de décroître, passant à 64 millions de barils en 1927, 44 millions de barils en 1929 (quatrième rang mondial) et 22 millions de barils en 1937 (38% exportés vers la Grande Bretagne, 21% vers les Etats-Unis, 10% vers l'Allemagne). Dans le même temps, l'emploi passe de 55 000 à 16 000 postes. Pourtant le prélèvement était faible, puisque réduit à 1,8 dollars par baril, alors que les Etats-Unis, à l'époque, prélevaient 4 dollars sur leur propre pétrole. Mais les découvertes du Venezuela suscitent la naissance d'un concurrent dangereux, tandis que la naissance de la syndicalisation au Mexique constitue un repoussoir supplémentaire pour des compagnies maîtresses du marché.

Le Mexique se voit acculé à réagir: ce sera en 1938 la première révolution pétrolière.

II. La première révolution pétrolière

L'action de nationalisation des hydrocarbures menée par le président Lazaro Cardenas en 1938 s'inscrit donc dans une perspective politique, celle de supprimer ce phénomène d'enclave, en récupérant une richesse nationale, non renouvelable, à la fois mal exploitée et mal utilisée par le Mexique. Elle s'inscrit aussi dans une optique économique: prendre en charge l'exploitation pétrolière pour enrayer son déclin, et maintenir un niveau de production capable de satisfaire une demande interne qui commence à se développer à cette époque (progrès de l'industrie et de l'automobile). La nationalisation se traduit par un redéploiement total de



"L'action de nationalisation des hydrocarbures menée par le président Lazaro Cardenas en 1938 (...)"

l'activité pétrolière, jusque-là tournée vers l'extérieur, au profit de l'intérieur. C'est à ce moment que se développe la raffinerie d'Azcapotzalco, et que se décide l'implantation de la raffinerie de Salamanca, au plus près des centres de consommation mexicains, de Mexico, et du Bajío. Le pétrole devient "la colonne vertébrale du développement mexicain", avec comme tâche primordiale assignée à Pemex, la fourniture au pays d'une source d'énergie suffisante et bon marché, tâche justifiant la devise de l'entreprise: "*al servicio de la Patria*".

La réalisation de cet objectif a été très difficile au début, face à l'absence de techniciens locaux et au boycott international. Mais elle sera remplie jusqu'en 1970 avec le maintien

année par année de l'équilibre entre la production et la consommation du Mexique. Le Mexique et son pétrole, c'est alors le pétrole de ses besoins.

Cette nationalisation revêt une importance exceptionnelle.

D'abord chronologiquement. Il s'agit d'un événement précurseur: c'est la première nationalisation d'hydrocarbures dans le monde, plus de 10 ans avant la tentative de Mossadegh en Iran, la première rébellion face à l'omnipotence des grandes compagnies pétrolières capitalistes. La réussite de cette nationalisation tient à la fois à la volonté du Mexique, et à un certain nombre de conditions historiques favorables: désintérêt et désinvestissement des Majors depuis 1924, affaiblissement des Etats-Unis depuis la crise économique de 1929, et surtout, arrivée au pouvoir de Franklin D. Roosevelt avec une politique nettement démarquée de la doctrine Monroe, et surtout du corollaire Coolidge de 1927: "Les citoyens américains, même à l'étranger, et leurs biens, même à l'étranger, font partie du patrimoine national, et jouissent de la protection illimitée des Etats-Unis d'Amérique"... La seconde guerre mondiale ajournant toute velléité d'intervention militaire oblige finalement les compagnies à accepter les conditions d'indemnisation du gouvernement mexicain et à abandonner le boycott.

La seconde caractéristique de cette nationalisation réside dans son ampleur. C'est un **monopole** qui est institué au bénéfice de la compagnie Pemex qui prend en charge l'héritage de toutes les compagnies préexistantes. Pemex restera seule présente au Mexique, avec le monopole constitutionnellement établi de l'exploration, de l'exploitation, du raffinage, de la distribution, et même aujourd'hui de la pétrochimie de base.

Un dernier point justifiant l'importance de cette nationalisation réside dans l'héritage que les conditions mêmes de sa naissance imposent encore aujourd'hui à l'activité pétrolière. Il s'agit d'abord du fait que c'est la complicité entre le pouvoir politique et le pouvoir du syndicat des travailleurs pétroliers de la République mexicaine, créé en 1935, qui a permis à travers une dure grève, et dans un climat quasiment de guerre, de vaincre les compagnies étrangères. Il en résulte une valeur symbolique, presque mythique, de Pemex dans l'idéologie nationaliste et révolutionnaire du Mexique. Il en résulte aussi, soutenant, mais aussi contrebalançant le pouvoir de l'entreprise, une importance particulière du syndicat pétrolier. La dernière assemblée générale de ce syndicat vient de confirmer cette situation, en décidant de modifier l'appellation du syndicat, qui ajoute désormais le "r" de révolutionnaire à son sigle, devenant: SRTPRM, illustrant le rôle de "garant" politique de la nationalisation qu'il prétend continuer à tenir. Deux déclarations officielles récentes

(1984) illustrent le caractère original de l'entreprise Pemex. Celle du directeur actuel, M. Beteta, en août 1984: "Pemex n'est pas seulement une institution pétrolière, elle est beaucoup plus: elle joue un rôle d'intérêt public." Ou celle de G. Etienne, l'un des responsables de Pemex: "Les opérations de Pemex ne peuvent se comparer à celles d'entreprises pétrolières d'autres pays du monde. Pour Pemex, le contenu social est l'inspiration principale." Cette spécificité est liée à l'entreprise, mais aussi au produit considéré: "Le pétrole étant une ressource non renouvelable, la rationalité économique impose que son prix ne soit pas son coût marginal d'extraction, mais la somme de celui-ci et d'une rente économique suffisante pour permettre son remplacement par des actifs productifs reproductibles. La réalisation de cette rente n'est pas possible dans des conditions de concurrence parfaite, ce qui implique l'établissement de modalités de cartélisation", Fausto Alzati Arraiza, sous-secrétaire d'Etat à l'énergie, (*El petróleo y sus perspectivas*, UNAM, 1983).

De tout cela découle une extraordinaire puissance de Pemex, puisqu'à sa puissance économique (première entreprise d'Amérique latine pour les ventes) s'ajoute une puissance politique, issue de la cohésion de l'entreprise, à la limite de la féodalité, à travers un état d'esprit particulier et particulariste. Peut-on mieux illustrer cet état d'esprit que par la réponse faite au Tabasco par les dirigeants de Pemex, face aux problèmes écologiques et humains posés par l'exploitation pétrolière récente: "Nous faisons la guerre, une guerre économique, au service de la Patrie..." Sous-entendu, tant pis s'il y a des dégâts, voire des victimes, c'est inévitable, ou en tout cas secondaire.

Mais cela étant posé, et c'est là une des multiples contradictions de l'économie pétrolière mexicaine, ce colosse si fort est en même temps fragile avec un difficile équilibre entre les trois pouvoirs qui se disputent son contrôle:

- Pouvoir politique du Président.
- Pouvoir technocratique du directeur général.
- Pouvoir du syndicat.

Autrement dit, évoquer le Mexique et son pétrole, c'est évoquer d'abord le pétrole de la nation, en la personne du Président, mais aussi celui de Pemex, qui tend à s'en considérer un peu comme le propriétaire, voire celui du SRTPRM, qui manifeste des tendances identiques pour en réserver la plus grande part aux travailleurs de l'entreprise (ce qui se traduit notamment par le fait qu'à travail égal les salaires de Pemex sont le double des salaires dans le reste de l'industrie).

Rappelons que le SRTPRM jouit d'une puissance financière énorme grâce aux cotisations de ses adhérents, directement prélevées à la source, et surtout grâce au versement systématique par Pemex, au titre des "oeuvres sociales",

d'un pourcentage de tous les travaux entrepris par la société. Une richesse encore multipliée par les investissements réalisés par le syndicat, à partir de cette trésorerie, dans des entreprises comme des coopératives de distribution, des cinémas, des exploitations agricoles, des entreprises textiles (fabriques de chemises), et surtout dans des sociétés *contratistas*, sous-traitant certains travaux de Pemex (construction de plates-formes, terrassement, fabrication de ronds à béton, etc.) et ce d'autant plus facilement qu'un règlement interne prévoit que 40% des contrats de sous-traitance soient réservés au syndicat.

A tout ceci s'ajoute la puissance conférée par le monopole d'embauche, puisque pour entrer dans l'entreprise comme travailleur, auxiliaire ou titulaire, il faut d'abord être accepté par le syndicat. Le système des contrats provisoires (actuellement de 2 mois) qui concerne presque la moitié des 200 000 employés de Pemex, assure un contrôle supplémentaire du syndicat sur une main-d'oeuvre incertaine de son réemploi et amenée, au nom du "militantisme syndical", à accorder aux entreprises du syndicat un important travail "bénévole".

Les réponses successives des directeurs de Pemex lors de conférences de presse aux journalistes qui les interrogent

sur leur politique vis-à-vis du syndicat témoignent clairement de la prise en compte de cette force du SRTPRM, et de la conscience de leur relative faiblesse face au syndicat. Ainsi pour Díaz Serrano, et sa parabole du moribond:

"As-tu fait la paix avec Dieu, mon fils?

- Oui, mon Père...

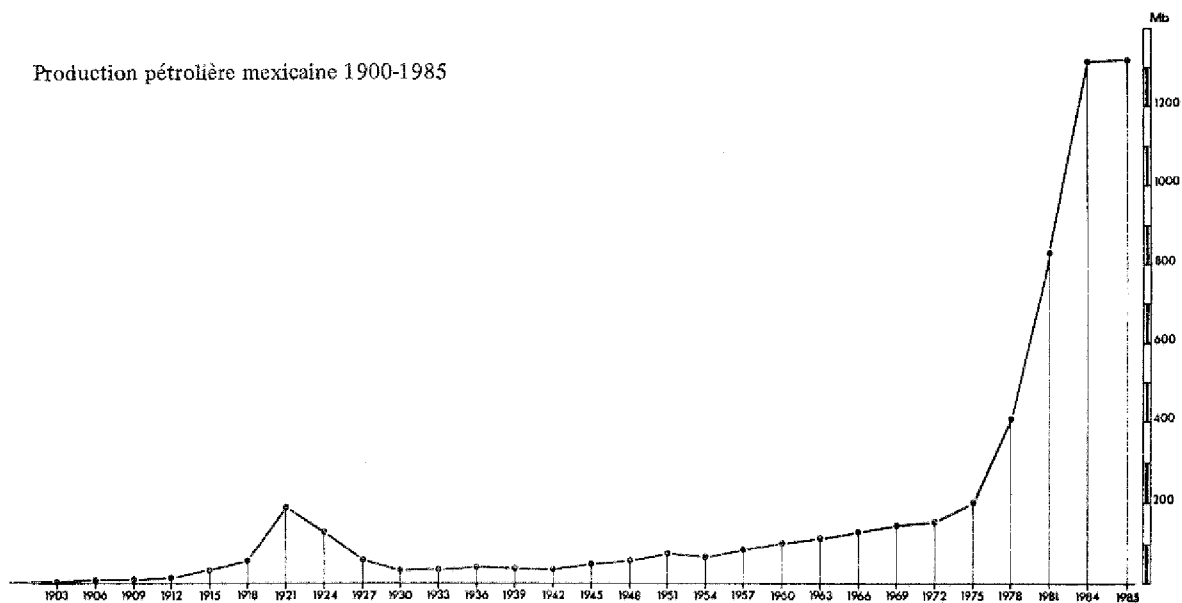
- As-tu rompu toutes sortes de relations avec Satan?

- Ecoutez, mon Père, dans la situation où je me trouve, est-ce que je peux me permettre de me mettre mal avec quelqu'un?" (*El Sol de México*, 26 nov. 1977).

Ainsi, pour M. Beteta: "Oui, il y a des contrats passés avec le syndicat pour des travaux au sein de Pemex, et cela n'a pas été inventé par notre administration, au contraire, nous avons essayé de réduire ce qu'il était possible de réduire, car il y a une différence énorme entre ce qui est **souhaitable** et ce qui est **faisable**..."

Une dernière remarque, liée à cette nationalisation, tient au fait que l'isolement de l'entreprise, dans les conditions de boycott de sa naissance, puis dans les conditions de "mexicanisation" de son fonctionnement, contribue à priver Pemex de l'étalon de la concurrence étrangère, au détriment de la productivité. Ceci peut expliquer en partie les problèmes pétroliers du Mexique à partir de 1970.

Production pétrolière mexicaine 1900-1985



III. La seconde révolution pétrolière

L'origine de la seconde révolution pétrolière remonte en effet au début des années 70, lorsque pour la première fois de son histoire le Mexique est devenu importateur de pétrole, au pire moment du premier choc pétrolier. Aux problèmes de productivité se sont ajoutés, peu à peu, des problèmes financiers liés à une insuffisance de la capacité d'investissement due aux prix pétroliers internes très bas, sacrifiés au profit du développement industriel. Le recours aux emprunts et la reconstitution d'une capacité d'auto-financement suffisante, grâce aux premières hausses de l'essence et des produits pétroliers, ont permis, dès 1974, à Pemex de remplir sa mission de fournisseur d'énergie du pays, et même de relancer l'exportation. C'est le "miracle" des découvertes du Tabasco/Chiapas, puis de la Sonda du Campeche, qui permet, opportunément, au moment où les prix pétroliers s'envolaient, de donner au Mexique une nouvelle *bonanza*. Il y aurait beaucoup à dire sur le "miracle géologique", sur l'histoire de la découverte, et sur la nature de ces gisements; contentons-nous de dégager les conséquences et les caractéristiques de cette pétrolisation, grâce à quelques chiffres illustrant l'importance de cette seconde révolution pétrolière:

- Le Mexique occupe le quatrième rang mondial en ce qui concerne les réserves prouvées d'hydrocarbures liquides avec 72 milliards de barils (derrière l'URSS, les Etats-Unis, l'Iran et devant le Koweït). Rappelons qu'en 1976, le Mexique se contentait du quatorzième rang mondial, avec 46 milliards de barils. Le gisement de Cantarell, dans le golfe de Campeche, occupe le troisième rang mondial parmi les "super-géants" derrière celui de Ghawar (Arabie) et celui de Burgar (Koweït).

- Le Mexique occupe le quatrième rang mondial également en matière de production, avec 2,7 millions de barils/jour (derrière l'URSS, les Etats-Unis, l'Arabie, à égalité avec la Grande Bretagne). Il occupe le cinquième rang en ce qui concerne le gaz naturel. Avec 3 300 puits forés et 40% des puits d'Amérique latine en cours de perforation.

- Selon le secrétaire d'Etat à l'énergie, le Mexique serait devenu aujourd'hui le second exportateur mondial, avec 1,4 millions de barils/jour exportés, grâce au déclin des producteurs de l'OPEP. Alors que les ventes pétrolières à l'extérieur avaient représenté 1 milliard de dollars en 1978, elles ont approché 15 milliards de dollars en 1984. Dirigée à 54% vers les Etats-Unis, cette exportation de pétrole fait aujourd'hui du Mexique leur premier fournisseur, avec environ un quart à lui seul de toutes les importations

d'hydrocarbures liquides des Etats-Unis, soit la plus importante proportion jamais atteinte par un seul fournisseur, y compris le Canada ou l'Arabie, et une position dominante équivalente à celle de la Grande Bretagne pour les approvisionnements de l'Europe occidentale.

- Le plan quinquennal 1985-1989 vise à porter cette exportation à 1,5 millions de barils/jour de pétrole brut et 100 000 barils/jour de produits raffinés, grâce à 700 milliards de pesos d'investissements.

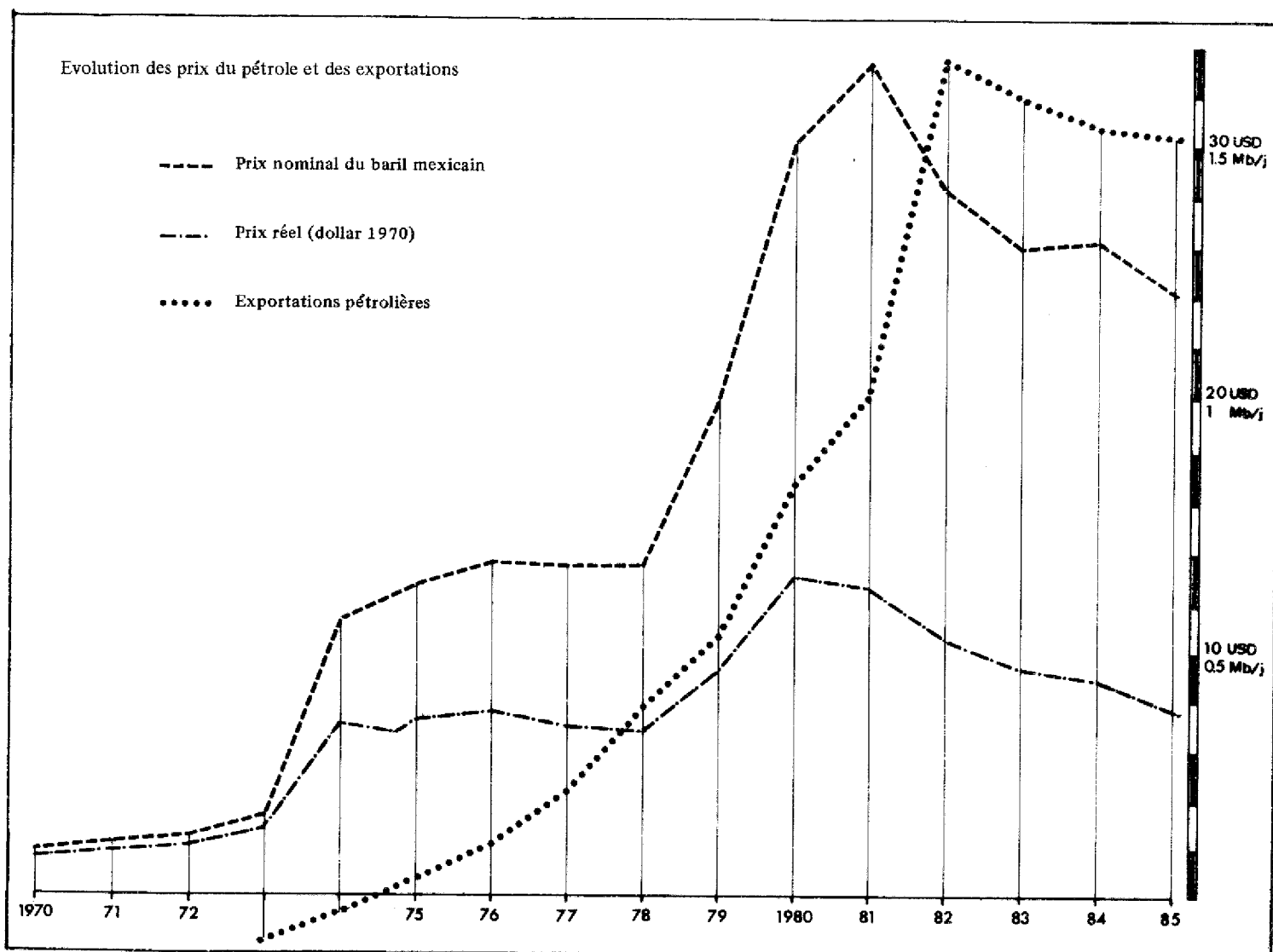
- Au niveau national, cette puissance de Pemex apparaît encore plus marquée: premier employeur du pays, avec environ 200 000 employés, en incluant les auxiliaires; premier créateur de devises avec 75% des exportations du pays, représentant en 1983 et 1984 un solde bénéficiaire cumulé de 23 milliards de dollars. Selon les estimations du sous-directeur des finances de Pemex, l'entreprise a représenté, en 1984, 36% des recettes fiscales de la fédération, 24% des investissements publics et 9% du produit intérieur brut.

On pourrait multiplier les indications illustrant le dynamisme et la puissance de l'activité pétrolière mexicaine. La richesse pétrolière existe. C'est une évidence depuis 1978. Il est aussi évident, depuis 1981, qu'elle peut créer autant de problèmes qu'en résoudre.

IV. La crise

L'or noir mérite bien son nom, et, comme les dieux aztèques, possède une double face, brillante et sombre, créatrice et destructrice. Il est, à ce propos, intéressant de constater, paradoxalement, à quel point cette dualité a pu échapper au président Lopez Portillo, pourtant chantre de Quetzalcoatl, le dieu double, serpent et oiseau, symbole des dualités et des contradictions du Mexique.

Il est vrai qu'à quelques mois de la crise, au début de l'année 1982, les meilleurs spécialistes de l'économie mexicaine ne laissaient rien présager de cette crise, tout au contraire. Ainsi en témoigne le ton optimiste de cette citation de Roberto Gutierrez (*Energía en México*, Colegio de México, 1982): "Si l'on observe la participation de la dette extérieure du secteur public dans le PIB, le Mexique a atteint une grande auto-suffisance financière. Le coefficient d'économie interne par rapport au PIB est passé de 19% en 1976 à 23% en 1980. Que ce coefficient atteigne 27%, niveau optimal, et le Mexique pourrait cesser de recourir à l'endet-



tement étranger et aurait la possibilité de solder par anticipation une partie des échéances de sa dette..."

Mais ne soyons pas injustes! Peut-être l'euphorie issue d'un marché porteur et de la croyance en l'extrapolation de la hausse constante des prix du pétrole de 1973 à 1980, et donc à une augmentation continue des revenus pétroliers, n'a-t-elle fait qu'aggraver ou qu'avancer une crise qui, de toute façon, aurait éclaté, tant est difficile, malgré les apparences, la "gestion de la prospérité". Car le dynamisme pétrolier portait en lui ses contreparties: corruption, inflation, endettement. Contreparties aggravées, au niveau régional, dans les zones pétrolières, par un impact socio-économique encore plus violent et des conséquences écologiques catastrophiques. La question essentielle qui s'est

posée pendant les années de *bonanza* a été effectivement plus de savoir **comment** répartir, **comment** redistribuer cette richesse pétrolière que de savoir **comment** la gérer. Le choix, tel qu'il a été opéré, d'une politique de plein emploi comme objectif principal de l'utilisation des pétrodollars pourrait-il se discuter? Sans doute pas. Tout au plus pouvait-on critiquer le bénéfice accordé davantage à Mexico et au Mexique "utile" qu'au rééquilibrage géographique du pays; critiquer le sacrifice des régions pétrolières et du secteur rural. Mais il s'agit plus d'une question de nuance que d'une question de principe: plus de 8% de croissance continue du produit intérieur brut pendant 4 années consécutives, de 1978 à 1981, cela s'apparente davantage à une réussite qu'à un échec.

Mais c'est bien le rythme d'action de cette politique, l'accélération brutale - trop brutale - de la machine économique du fait de l'élan pétrolier et la sous-estimation des effets pervers d'accompagnement qui ont produit la pétrolisation et la crise, dont les effets de seuil ont fait prendre soudain une dimension d'une toute autre nature à ce qui existait certes auparavant, la corruption, l'inflation, l'endettement. Passons rapidement sur la corruption, en signalant simplement que si elle a toujours été présente au Mexique, et si on la retrouve dans toute économie pétrolière, la conjonction des deux éléments a provoqué une sorte de phénomène de synergie dans le cas mexicain. A titre indicatif, il est de notoriété publique que les dessous de table pétroliers mexicains peuvent être de l'ordre de 30% , ce qui est sans commune mesure avec les pratiques des Emirats, même les plus riches, et a donc contribué au développement de l'inflation. Alors que celle-ci, en parallèle avec une monnaie stable pendant 15 ans, se maintient jusqu'en 1976 autour de 10% par an, elle atteint 28% et 29% en 1980 et 1981, et explose à 100% en 1982, se maintenant à 80% en 1983 et à 60% en 1984, en parallèle avec les dévaluations successives et massives qui représentent, depuis juillet 1980, une dépréciation de 900% du peso par rapport au franc. Une évolution identique se retrouve en ce qui concerne les rapports du déficit budgétaire/PIB: 7,4% en 1980; 14,8% en 1981; 17,5% en 1982; 8,7% en 1983; 6,5% en 1984.

Car il fallait bien financer les investissements nécessaires à l'exploitation pétrolière, investissements d'autant plus coûteux que l'on voulait faire le plus vite possible et que se multipliaient les goulets d'étranglement. De sorte que Pemex, première entreprise du Mexique sur un certain nombre de points comme nous l'avons vu, l'est aussi en ce qui concerne l'endettement qui a atteint 20 milliards de dollars. La rupture de 1981-82 se marque d'ailleurs encore plus fortement en ce domaine puisque l'endettement, mesuré en fonction du rapport dette du secteur public/PIB, passe de 2,2% en 1980 à 7,5% en 1981 et 17% en 1982 (le déficit budgétaire représentant cette année-là 50%). Deux remarques s'imposent à ce propos:

1) Le Mexique n'a peut-être pas tout à fait tort quand il veut faire partager la responsabilité du poids excessif de la dette autant aux banquiers internationaux venus solliciter le pays durant l'époque favorable du boom qu'aux dirigeants mexicains; en estimant donc que les conséquences de l'erreur sur les modalités de remboursement doivent être partagées...

2) D'une manière encore plus provocatrice, il est permis de se demander si la nationalisation de Pemex, d'abord favorable, n'a pas joué récemment un rôle globalement négatif, en obligeant l'Etat mexicain à prendre tous les risques technologiques et financiers; alors qu'en Mer du Nord par

exemple, où opèrent des compagnies privées, la quantité d'investissement du même ordre de grandeur a été entièrement à la charge des compagnies, l'Etat anglais se contentant, quasiment sans rien payer, et donc sans rien emprunter, de percevoir, à travers un prélèvement de 90% , l'essentiel des bénéfices, lesquels représentent à peu près le même niveau de recettes financières que celles fournies par Pemex à l'Etat mexicain (7 à 8,5 milliards de dollars). Ceci permet de poser le problème global de l'évolution actuelle de la nationalisation.

V. Nationalisation et dénationalisation

Si la nationalisation reste légalement et formellement toujours présente, et même élargie depuis 1970 avec l'entrée de la pétrochimie de base dans le monopole Pemex, la situation actuelle ne conduit-elle pas à une dénationalisation de fait du pétrole mexicain? S'agit-il toujours vraiment, toujours autant, de son pétrole? Un certain nombre d'éléments viennent en fait altérer la réalité de l'indépendance de Pemex.

1) Le pétrole mexicain, de plus en plus considéré comme la garantie des emprunts, subit une véritable hypothèque.

2) Une autre aliénation, plus directe encore, concerne l'utilisation des exportations pétrolières comme source presque exclusive de paiement du service de la dette. Sur 12 milliards de dollars remboursés en 1984, 10 milliards provenaient du solde positif de Pemex. Rien que pour l'entreprise le quart des revenus d'exportation est prélevé pour le service de la dette. En caricaturant à peine, on peut dire que le pétrole extrait aujourd'hui au Mexique (non renouvelable) sert presque uniquement à payer les dépenses (en grande partie effectuées à l'étranger) qui ont été faites pour l'extraire!

3) Au niveau des prix, le Mexique se voit soumis de plus en plus aux pressions du marché international. Jaloux de son indépendance, et de son pétrole, le pays doit tout de même fixer aujourd'hui et ses prix et les quantités de pétrole extraites en fonction d'événements et de décisions venues de l'OPEP, de Washington ou de la Mer du Nord, voire en fonction des vicissitudes climatiques des hivers du Middle West ou de l'Europe occidentale, ou des humeurs plus ou moins belliqueuses des Ayatollahs.

4) La dépendance s'accroît encore plus vis-à-vis des Etats-Unis, premier client, et des compagnies capitalistes, avec de plus en plus de difficultés à maintenir les contrats à

long terme et à éviter l'entrée officielle sur le marché spot de Rotterdam. On aboutit à cette situation contradictoire: le Mexique doit espérer que le Congrès des Etats-Unis maintienne la politique d'approvisionnement de la réserve stratégique, de manière à pouvoir maintenir ses exportations vers son premier client, tout en sachant que cette réserve est un instrument de contrôle et de baisse des prix du marché pétrolier...

Et pourtant la sensibilité "nationaliste" mexicaine vis-à-vis du pétrole reste toujours aussi vive. Si la France en a fait l'expérience concrète en 1981..., les Etats-Unis eux-mêmes en sont conscients. "Quand le pétrole, ou Pemex, devient un sujet de politique extérieure, la sensibilité nationaliste mexicaine s'exacerbe. Ce qui pourrait paraître simple préoccupation technique aux yeux des Américains, comme le prix d'un produit ou d'autres détails d'un contrat, pourrait être ressenti par les Mexicains comme un problème politique, avec de profondes implications pour le futur du Mexique..." (Rapport *Rand Corporation*, 1980).

Quelle est la solution? Quel est l'avenir du pétrole mexicain? Il nous est difficile de répondre à cette question, à laquelle probablement les directeurs de Pemex ou le ministre de l'énergie seraient eux-mêmes bien en peine de répondre. Pour reprendre la formule, à peine humoristique, d'un expert britannique, à qui on demandait de fixer le niveau de prospective atteint par les spécialistes sur l'évolution des prix du pétrole: "Dans l'état actuel du marché, notre capacité de prévision s'étend, définitivement, jusqu'à mardi matin..."

Face à cette incertitude, il existe, pour les Mexicains, une tentation séduisante: celle de se dire que le pétrole, ressource non renouvelable, doit tôt ou tard déterminer un marché favorable; en ce cas, l'intérêt du Mexique est donc de se replier sur lui-même et d'attendre le retour inexorable d'un marché vendeur, revenant à l'âge "heureux" où Pemex n'avait pour seule mission que d'assurer les besoins intérieurs et où les rapports entre le Mexique et son pétrole étaient si simples: besoins nationaux, outil national, richesse nationale...

D'autant que les réserves pétrolières mexicaines ne sont peut-être pas aussi énormes qu'on pouvait l'espérer. Il s'agirait de jouer à long terme le jeu annoncé autrefois par le président de l'Irak: "Je veux que notre pays soit le dernier à détenir encore une goutte de pétrole..."

Au-delà des apparences, cette solution est-elle vraiment si raisonnable? Car, c'est tout de suite que le Mexique a besoin de ces pétrodollars pour faire face à la dette, et au plus fort de son expansion démographique.

Car le pari sur la valeur des réserves mexicaines présente un gros risque. De fait, le gisement de Chicontepec a probablement été surévalué. Sur 1,8 millions de km² de régions

sédimentaires, 15% sont bien connues, 55% sont très probablement stériles. Il reste donc 30% d'inconnu, potentiellement favorable, soit une surface équivalente à celle des cuvettes sédimentaires de la France et de la Mer du Nord. Même le golfe de Campeche, malgré l'ampleur des découvertes récentes, peut réserver encore de formidables surprises, car on n'y a exploité jusqu'ici que l'horizon crétaqué. Or le puits Batab 1, passant à travers cette couche et atteignant à 4 600 m de profondeur le jurassique (c'est-à-dire la même couche que celle des gisements du Tabasco/Chiapas), vient de révéler 200 m d'épaisseur d'imprégnation d'huile. Tout est possible également au Guerrero, au Jalisco, au Chiuhua...

Or ce qui demeure encore possible pour le Mexique, en dépit de 80 années d'exploitation, et même après les exceptionnelles découvertes récentes qui ont fait passer les réserves prouvées de 6 milliards de barils à 72 milliards de barils en 7 ans, l'est en beaucoup de contrées du globe. Plus encore que par l'essor des énergies alternatives, freiné par la baisse du prix des hydrocarbures, la crise de l'énergie risque d'être contrebattue par les nouvelles découvertes pétrolières: la Chine, presque inexplorée jusqu'ici, l'Australie, le Brésil, maintes contrées d'Afrique et d'Asie remettent en question le principe d'une "soif" prochaine d'hydrocarbures. La véritable exploration pétrolière, et notamment *off-shore*, ne fait que commencer, et son ampleur est plus une question économique et un problème de prix et de valorisation des investissements, qu'une question physique de réalité de réserves. Même en France, on trouve encore des gisements. Attendre, c'est donc aussi risquer de laisser passer sa chance...

Conclusion

Dans le contexte mexicain déjà difficile à déchiffrer, et, à fortiori, à prévoir, la problématique pétrolière semble cumuler tous les obstacles à sa compréhension et à sa gestion. Au déficit d'information, lié au complexe de "forteresse assiégée" acquis en ses dernières années de formation, et lié également à des évaluations internes floues et parfois même contradictoires au sein de Pemex, s'ajoute en effet la complexité du champ de forces s'articulant et s'organisant pour donner vie à l'activité pétrolière et valoriser son dynamisme. Pouvoir fédéral et pouvoir local, puissance du direc-

teur général et autorité du Président, force de l'économie et choix nationalistes, ambivalence des relations avec les Etats-Unis, traditions européennes, velléités tiers-mondistes, espoirs quant au Pacifique, poids du syndicat et efficacité du personnel *de confianza*, rivalités entre services ou entre ministères, soit d'indépendance et pesanteur du marché international, pétrodollars et endettement, réactions émotionnelles et réalisme se sont opposés et s'opposent encore, en équilibre instable.

Tirant les leçons du passé, l'administration du Président De la Madrid a-t-elle pris conscience de cette complexité du problème pétrolier? Il est permis de le penser, d'une part en observant le "profil bas" qui semble désormais être de mise chez Pemex; il est vrai que dans la crise économique actuelle, et le contexte de sacrifices demandés à la nation, la "richesse" pétrolière gagne à se faire discrète... D'autre part, beaucoup de déclarations officielles vont effectivement dans ce sens. Ainsi celle du sous-secrétaire d'Etat à l'énergie, synthèse finale d'une communication de *El petróleo y sus perspectivas* (UNAM, 1983), tout à fait adaptée pour servir de conclusion également au présent texte: "Naturellement, la simple disposition additionnelle de revenus issus de l'exploitation d'une ressource naturelle, n'est pas suffisante pour résoudre les problèmes complexes du développement. Au contraire, l'expérience démontre qu'elle peut aggraver les problèmes, quand elle donne lieu à de la complaisance et ajourne l'affrontement avec les problèmes de structure de production et de distribution, d'efficacité dans le maniement des ressources économiques et dans l'articulation des différents secteurs de la vie économique nationale.

"Souvent elle se convertit en élément pervers; quand de manière fallacieuse on pense que les énormes rentrées pétrolières détermineront de façon magique une structure financière interne et externe parfaitement adaptée à l'accélération de l'expansion de la production domestique; quand on sous-estime la complexité du développement économique national, en croyant possible de créer un cercle vertueux du développement, dans lequel l'augmentation de la demande globale (surtout du secteur public) résoudrait de manière pratiquement automatique les problèmes de coexistence entre secteur public et secteur privé, les problèmes de l'efficacité interne et de la compétitivité internationale."

Addendum

A ce texte, rédigé fin 1984, il n'est pas nécessaire d'ajouter de longs compléments. Le fait est révélateur: depuis 1976, une telle modération de l'actualité pétrolière, quasiment passive pendant 6 mois, est tout à fait extraordinaire. Le "profil bas" adopté après la crise filtre d'autant plus facilement l'information que les événements se font rares. Stabilisation, consolidation, sont désormais les maîtres mots. Pemex s'attache à améliorer sa productivité, à redresser ses comptes, à maintenir ses réserves autour de 72 milliards de barils, à "mexicaniser" ses commandes, à mieux s'intégrer dans les régions; bref, à digérer sa croissance, et à passer, enfin, du quantitatif au qualitatif.

Seule la dépendance vis-à-vis du marché international des hydrocarbures, actuellement dominé par les acheteurs, replace parfois les problèmes pétroliers au premier plan. Il en fut ainsi durant l'été 1985, avec la baisse des prix à l'exportation décidée par le Mexique, anticipant celle de l'OPEP, pour reconquérir une clientèle tombée à moins de 50% en juin. Encore faut-il signaler à quel point, à cette occasion, les médias se sont gardés de rééditer le tapage produit en 1981 par une décision analogue de Diaz Serrano.

S'agit-il véritablement d'un seuil de maturité, ou plus simplement d'une transition? C'est tout le problème. En fait, la seconde hypothèse s'impose. Les problèmes internes demeurent, liés, en particulier, au syndicat pétrolier. Et l'échéance de l'été 1986, avec la guerre des prix pétroliers annoncée dès l'automne 1985 par les Saoudiens après l'échec de l'OPEP, engendrera certainement de nombreux remous.

Sources: documentation Pemex (*Informes anuales* 1970-84; *Anuarios estadísticos* 1970-84; *Nosotros los petroleros* 1980-84; *El nuevo Pemex* 1984; Communiqués de presse de septembre 84-février 85).
